



OBSERVATOIRE DES PRATIQUES POLICIERES – OPP

COMMUNIQUE DE PRESSE

Toulouse, le 30 mars 2023

Manifestation du 28 mars 2023 A qui profite la tension ?

La manifestation toulousaine du 28 mars contre la réforme des retraites a été coupée en deux, vers 16h05, au niveau du croisement du boulevard du Maréchal Leclerc et du Boulevard Lascrosses, par une intervention, au milieu des manifestants, des gendarmes mobiles accompagnés d'un camion à eau des CRS. A cet instant-là, la manifestation était calme. S'en sont suivies quelques minutes de tension entre le dispositif des policiers et des gendarmes et les manifestants qui protestaient contre cette intrusion dans le cortège. Puis, des projectiles ont été (inévitavelmente ?) lancés sur le dispositif policier. Le canon à eau est alors entré en action à 16h09 et des grenades lacrymogènes ont été lancées sur le boulevard en direction d'Arnaud Bernard. Par la suite, la progression des gendarmes tout le long du boulevard Lascrosses se fera au rythme de lancers de grenades et d'utilisation du canon à eau ; en direction du cortège syndical arrivant d'Héraclès dont on pouvait percevoir le ballon gonflable de la CGT comme en direction d'Arnaud Bernard. La séquence de grenadages intensifs sur le boulevard Lascrosses durera plus de 30 minutes. Et des grenadages auront encore lieu sur le boulevard d'Arcole à 16h46, là aussi en direction d'Arnaud Bernard. Les manifestants continueront ensuite à avancer vers Jeanne d'Arc en étant précédés par un dispositif de gendarmes mobiles « progressant à reculons » sans être inquiété par autre chose que des slogans.

Le résultat, on le connaît : une manifestation syndicale interrompue avant terme avec le départ des camions syndicaux à Arnaud Bernard et un grand périmètre de la ville sous tension, avec des incidents récurrents (à Jeanne d'Arc, Matabiau, Marengo, Jean Jaurès entre autres) pendant des heures (jusqu'à plus de 21h). Malgré cela, des milliers de manifestants issus du cortège syndical ont continué à progresser avec détermination pour arriver jusqu'à Jean Jaurès, terme du parcours

L'intervention initiale des gendarmes mobiles au niveau du boulevard Leclerc, après sommations il faut le noter quand même, a été totalement contre-productive ; ce qui se passera ensuite toute la fin de journée dans les rues de Toulouse le démontrera. **Et c'est un échec total en termes de maintien de l'ordre.** Un échec parce que cela n'a fait que renforcer l'idée que la police était là pour attaquer le droit de manifester et certainement pas pour protéger les manifestant.es d'un quelconque danger dont on peine, en l'état, à identifier la nature et les contours.

De plus, il semble que l'attitude du dispositif de maintien de l'ordre était, en quelque sorte, programmée.

Les désordres qui ont émaillé Toulouse ce 28 mars trouvent là leur origine. Cité par la Dépêche du Midi dans son édition du 27 mars, le préfet avait « annoncé la couleur » en quelque sorte : « *Nous continuerons à opérer systématiquement des interpellations de tous ceux qui commettent des dégradations et des violences* » avait-il déclaré. Allons un peu plus loin dans le décryptage. Le dispositif policier du boulevard Leclerc, important avec un canon à eau, était totalement inhabituel. De mémoire d'observateur, nous n'avons jamais vu de dispositif policier à cet endroit du parcours, tout comme d'ailleurs un peu plus loin au niveau du boulevard Armand Duportal. En général, les premières forces de police visibles le sont à Arnaud Bernard (des policiers des CDI, côté rue des Trois piliers et rue Arnaud Bernard, que photographions systématiquement pour la rédaction de nos comptes rendus internes).

Rappelons-le. Aucun incident n'était à signaler au niveau du boulevard Leclerc. Et pourtant les gendarmes sont intervenus avec toutes les conséquences que nous venons de décrire. L'intervention des policiers et gendarmes à cet endroit-là avait vraisemblablement été programmée, qu'il y ait des incidents ou pas, pour couper la tête du cortège, censée abriter les éléments dits radicaux, de celui-ci. Sauf que, à ce moment-là et à cet endroit-là, se trouvait un mélange assez disparate de manifestants qui remontaient le cortège, d'autres manifestants retardataires qui arrivaient en provenance d'Arnaud Bernard mais aussi de badauds « attirés » par le dispositif policier et qui voulaient voir ce qui allait se passer (une sorte de « voyeurisme » que nous avons souvent constaté).

Et tout ce qui va se passer ensuite trouve son origine dans cette intrusion policière dans le cortège qui a fait dégénérer la situation. Nous ne disons pas qu'il n'y aurait pas eu d'incidents, mais, ce 28 mars, leur origine est bien là. **Au vu des pratiques nationales actuelles du maintien de l'ordre** mais aussi de l'expérience que les observateur-es ont du déroulé des manifestations toulousaines (c'était, hier, la 200^{ème} manifestation couverte en 6 ans par l'OPP), **on ne peut manquer de s'interroger selon la formule : « A qui profite le crime ? ».**

Qui avait intérêt, hier, à créer les conditions d'une interruption prématurée de la manifestation syndicale contre la réforme des retraites et à la mise en tension de Toulouse pendant des heures ? S'agit-il de décrédibiliser la mobilisation en cours et de provoquer des réactions de rejet de la part de la population en créant une sorte de « décor émeutier » censé discréditer le mouvement social en cours ? Et d'avoir une couverture presse montrant une situation anxiogène ? Il n'est que de lire les unes de la Dépêche du Midi de ces derniers jours : « *Retraites : la rue contre-attaque* » - 24 mars ; « *Guérilla urbaine : Toulouse sous le choc* » - 25 mars ; « *Retraites : un mardi à haut risques* » - 28 mars ; « *Manif à Toulouse : nouvelles violences* » - 29 mars).

Ce n'est pas le rôle de l'OPP de répondre à ces interrogations, mais **la question mérite d'être posée.**